

le bulletin de liaison



SUD Industrie donne rendez-vous Au salon de l'Automobile le 17 octobre 2024

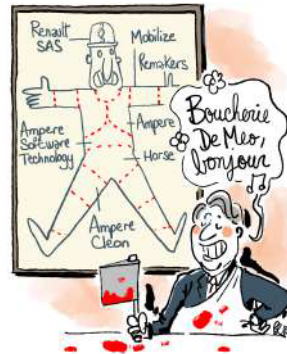
Au mondial de l'Automobile, les patrons veulent montrer une image prestigieuse des entreprises et produits que nous fabriquons. Mais l'envers du décor est sinistre : la course effrénée au profit et la guerre économique que se livrent les patrons de l'automobile mènent à la dégradation des conditions de travail, à la sur-exploitation, aux attaques sur les salaires et aux suppressions d'emplois.

Les milliardaires de l'automobile se gavent partout dans le monde sur le dos des travailleurs. En 2023, les milliards de bénéfices remontent aux plus riches au détriment des salariés : 18,6 milliards d'euros pour Stellantis, 2,3 milliards d'euros pour Renault, 16,5 milliards d'euros pour Toyota, 2 milliards d'euros pour Michelin, 17,9 milliards pour Volkswagen ou encore 2,4 milliards pour ZF.

La transition énergétique vers la voiture dite électrique et hybride n'est qu'un prétexte utilisé par les patrons pour dégager encore plus de profit, casser et détruire les emplois, réclamer plus d'argent public et augmenter massivement les prix des véhicules (et leurs marges, avec l'aide des primes de l'Etat qui permettent de gonfler les prix à la vente !). Les patrons pleurent la bouche pleine et avant même d'avoir mal : la vraie crise du secteur automobile, ce sont les

travailleurs qui la subissent et les attaques contre les salariés de l'automobile s'allongent chaque mois : MA France en liquidation judiciaire (270 CDI et 130 intérimaires licenciés), Valéo avec 4 usines menacées de fermeture (1300 emplois), Novares menacé de fermeture (126 emplois), Dumarey Powerglide (des centaines d'emplois), Stellantis avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, Renault (70 000 Emplois supprimés au total) et idem pour l'international : Audi qui ferme son usine à Bruxelles (2900 emplois), Volkswagen qui souhaite fermer des usines en Allemagne, Ford également...

Nous les travailleurs de l'automobile nous ne nous en sortions pas si nous restons isolés chacun dans notre usine, aussi bien dans l'ingénierie que les fonctions supports ; n'attendons rien des gouvernement, de droite ou de gauche, mais unissons-nous : donneurs d'ordre, sous-traitants, équipementiers, revendiquons ensemble, le maintien des emplois, le contrôle des aides publiques, de nouveaux droits CSE face aux licenciements éco, de meilleurs conditions de travail et des augmentations générales. **Rendez-vous le 17 octobre 2024 à 11H30 devant le salon de l'auto, porte de Versailles.**



Face à la barbarie, une seule voie : l'Humanité

Le 7 octobre restera comme l'une des dates sombres de l'Histoire, où plus d'un milliers de civils israéliens ont été lâchement massacrés, et ceci en grande partie par une organisation antisémite et islamiste qu'est le Hamas. Cette organisation, porte un projet de société d'extrême-droite, à combattre avec fermeté. Il en va de même pour les soutiens en France, comme « UP ». Nous n'oublions pas non plus les crimes commis par le gouvernement Israélien, d'extrême-droite également ; cela ne pourra jamais légitimer le

massacre de civils. La paix, maintenant, doit être notre priorité, pour une solution politique à deux Etats, même s'il devient de plus en plus difficile d'y croire. Au milieu des jeux géopolitiques, organisés aussi bien par des dirigeants des pays du moyen-orient que les puissances mondiales, personne ne se soucie du sang qui continue de couler. Qui a la même couleur, d'où qu'il vienne et devrait nous mobiliser de la même manière pour proclamer un cessez-le feu définitif, là-bas et ailleurs, car la guerre elle n'a aucune frontière.



Union Fédérale SUD industrie

10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Jérôme Massin

Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33

Marc Tzwangue 06.82.55.83.16

tresorerie@sudindustrie.org

Coordination - vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Formation syndicale & IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22

Bernard Guillerey 06.70.93.61.51

formation@sudindustrie.org

Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12

Lucie Gomez 06.71.33.85.27

Sami Hamida 06.31.84.54.09

juridique@sudindustrie.org

Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

International

Sami et Marc

international@sudindustrie.org

Boutique militante

Jérôme Massin 06.70.27.78.35

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06

boutique@sudindustrie.org

Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84

luttes@sudindustrie.org

Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91

Bernard & Florent

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), caoutchouc (Nicolas),
Agro-alimentaire (Mickael) : contactez directement la permanence@

ARQUUS (DÉFENSE)

«Entrave et mépris : les deux piliers du dialogue social » alerte la structure SUD dans l'entreprise Arquus, spécialisée dans les véhicules militaires : « Dès le CSE de juin, la Direction a récolté les fruits de son dialogue social dégradé, qui paraît assumer de s'affranchir du Code du Travail. Résultat : une motion de délit d'entrave du CSE et une lettre de SUD à l'Inspection du Travail. Espérons que ces différentes répliques fassent à la Direction l'effet du taon qui pique un cheval trop mou, et cesse de trainer la patte pour appliquer la loi ». SUD a communiqué largement auprès des salariés pour mettre en lumière le comportement de la Direction avec les instances les représentant. SUD en profite également pour rappeler que « le CSE est un outil » et qu'il « faut avoir l'ambition de l'affûter », par l'obtention du droit de Veto des CSE. Une dynamique à saluer !

EN ALSACE

Depuis le dernier congrès en 2021, notre syndicat SUD Industrie 67/68 a parcouru du chemin et a du faire face également à plusieurs PSE dans deux sections historiques : les Grands Moulins de Strasbourg et Caddie. Malgré ce coup dur, le syndicat a continué de se développer dans d'autres entreprises, avec un fort dynamisme, comme l'a montré le congrès qui vient de se dérouler et la fête annuelle locale du Braserero. Ainsi, les sections syndicales réunies (Schmidt, STPI, Mecatherm, Gaggenau, etc.) ont pu discuter aussi bien de la stratégie syndicale pour renforcer les implantations que de continuer à s'implanter sur le territoire en organisant la diffusion du matériel SUD industrie. La place importante de la formation syndicale a été rappelée, avec l'ajout de nouveaux formateurs et la programmation de sessions CSE localement.

BOUTIQUE MILITANTE : lancement des pré-commandes



Continuer « de faire rayonner nos couleurs SUD Industrie pour gagner en visibilité », tel est l'un des objectifs de la boutique militante SUD industrie. En plus des objets et produits habituels que vous pouvez commander - drapeaux, autocollants, pin's, etc. - de nouveaux produits sont proposés aux syndicats comme un sweat à capuche ou encore un parapluie. Les modalités de commande sont toujours les mêmes, notamment en passant par le site internet de SUD Industrie. C'est également le moment de commander la nouvelle version des calendriers 2025 pour vos adhérent-e-s !

CAMPAGNE DROIT DE VETO DES CSE : une formation nationale mise en place le 29 octobre 2024

Les entreprises qui ont annoncé dernièrement ou qui annoncent encore des suppressions d'emplois dans les secteurs industriels sont légion, et les syndicats SUD sont aux premières loges de la résistance : Bosch, Valeo (avec une forte répression dans l'Isère : huissiers de justice, vigiles, casseurs de grèves, agression physique de la direction sur les délégués...), Lecas (groupe Hamelin) et d'autres encore à venir. La difficulté est double : devoir se battre de manière défensive pour empêcher les suppressions d'emplois et faire face mécaniquement à la disparition de l'activité syndicale en cas de fermeture totale. Face à cette stratégie patronale de rouleau compresseur, la position de SUD industrie a toujours été celle de défendre l'emploi avant tout. Pour se faire, la maîtrise des règles de droit est aussi importante que la veille économique en CSE, le recours aux experts, le droit d'alerte économique...et la réflexion syndicale. Lutter contre les suppressions d'emplois nécessite de comprendre et d'agir, et la formation organisée par SUD Industrie / IFESIS le 29 octobre 2024 porte cette ambition. Inscriptions à cfeses@sudindustrie.org

FORMATION / CONFÉRENCE
"COMPRENDRE ET AGIR
FACE UN PSE"

Mardi 29 octobre 2024

Depuis plusieurs mois maintenant les restructurations avec leurs lots de licenciements économiques s'accroissent. Face à des décisions déjà flouées par les directions, les élus sont au pied du mur. Facile d'entrer en négociation pour augmenter les indemnités supra légales au risque d'alerter les directions à mettre en œuvre un projet que les élus réprouvent ? Ou faut-il entrer en résistance au risque de donner à la direction un prétexte pour fermer plus tôt ? Existe-t-il sinon une autre alternative ?

Si la réponse à ces interrogations appartient aux élus et à leurs collectifs de travail, une bonne compréhension du mécanisme du licenciement économique permet d'adopter un positionnement éclairé. C'est dans cette optique que nous vous proposons une formation/conférence d'une demi-journée le mardi 29 octobre de 9h à 13 heures sur le licenciement pour motif économique. Elle sera animée par les Maitres-Heures, Maître de conférences à l'Université et spécialiste des restructurations. Les débats seront conduits par des animateurs de l'Union Fédérale SUD Industrie.

PROGRAMME INDICATIF :

I. Rétroclivir, comprendre en amont du processus de restructuration

- o Les indicateurs économiques
- o L'alerte économique
- o Le recours à l'expert
- o Les actions du CSE.

II. Rétroclivir, comprendre et agir pendant la mise en œuvre du processus de restructuration

- o La définition du licenciement économique
- o Les différents PSE
- o L'obligation de réembauche
- o Le contenu du PSE
- o L'ordre des licenciements

Pour vous inscrire : Envoyer un mail à : cfeses@sudindustrie.org